

## ÉLECTIONS - 12 CANDIDAT.ES SUR 15 RÉPONDENT AUX QUESTIONS DU CCAT SUR LES ENJEUX RÉGIONAUX EN CULTURE

**Rouyn-Noranda, le 28 septembre 2022** – Il y a quelques semaines, le Conseil de la culture de l’Abitibi-Témiscamingue (CCAT) envoyait à chaque candidat.es aux élections provinciales un questionnaire portant sur des enjeux régionaux en culture.

En mettant en relation plusieurs données contenues dans l’étude *Temps d’arrêt 2016-2019, un portrait du secteur des arts et de la culture en Abitibi-Témiscamingue*, de grands contrastes ont émergé et fait apparaître des enjeux autour desquels le CCAT invitait les candidat.es des différents partis politiques à se prononcer.

« Nous devons sonder les différents candidats et candidates en ce qui concerne notre culture régionale et son niveau d’importance à leurs yeux, et ce, avant le jour des élections. Personne n’avait osé se positionner sur les enjeux que nous avons mis en lumière. Maintenant, on peut tous et toutes se faire une tête avant d’aller voter », explique Geneviève Béland, présidente du CCAT.

En leur demandant de répondre individuellement, le CCAT espérait que chaque candidat.e s’approprie les questions et réponde de façon plus personnelle afin de faire émerger les nuances qui peuvent s’appliquer à leurs différents discours. Certain.es candidat.es et partis ont par ailleurs décidé de répondre conjointement.

Voici les questions qui leur ont été posées :

1. Quels mécanismes proposez-vous d’utiliser pour que les **réels** besoins de l’Abitibi-Témiscamingue soient considérés en amont dans les décisions gouvernementales?
2. De quelle façon votre parti va revoir ou bonifier les dispositifs de financement pour soutenir **directement** le travail de création des artistes?
3. Quelles actions ou mesures allez-vous mettre en place pour **consolider** les équipes de travail des organisations notamment en matière de médiation artistique et culturelle?
4. Selon vous, quels **impacts concrets** ont les arts et la culture sur le développement socioéconomique de l’Abitibi-Témiscamingue?

Toutes les réponses reçues se retrouvent dans le document en **annexe**.

-30-

### Contact

Camille Dallaire, agente de communications  
Conseil de la culture de l’Abitibi-Témiscamingue  
[Com@ccat.qc.ca](mailto:Com@ccat.qc.ca)  
(819) 764-9511 poste 28

# QUESTIONS AUX CANDIDAT.ES

- 1 Quels mécanismes proposez-vous d'utiliser pour que les réels besoins de l'Abitibi-Témiscamingue soient considérés en amont dans les décisions gouvernementales?
- 2 De quelle façon votre parti va revoir ou bonifier les dispositifs de financement pour soutenir directement le travail de création des artistes?
- 3 Quelles actions ou mesures allez-vous mettre en place pour consolider les équipes de travail des organisations notamment en matière de médiation artistique et culturelle?
- 4 Selon vous, quels impacts concrets ont les arts et la culture sur le développement socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue?

## RÉSULTATS AU QUESTIONNAIRE

Les arts et la culture en A-T



 ont répondu

 n'ont pas répondu

*Élections 2022*

ROUYN-NORANDA TÉMISCAMINGUE	ABITIBI-EST	ABITIBI-OUEST
<p>Emilise Lessard-Therrien </p> <p>Arnaud Warolin </p> <p>Jean-François Vachon </p> <p>Daniel Bernard </p> <p>Robert Daigle </p>	<p>Benjamin Gingras </p> <p>Jean-Maurice Matte </p> <p>Jacline Rouleau </p> <p>Pierre Dufour </p> <p>Maxym Perron-Tellier </p>	<p>Alexis Lapierre </p> <p>Guy Bourgeois </p> <p>Samuel Doré </p> <p>Suzanne Blais </p> <p>François Vigneault </p>

## **Voici les réponses détaillées par circonscription.**

\*Notez que les réponses ont été copiées et collées. Toute erreur provient directement de la réponse du candidat ou de la candidate.

### **ROUYN-NORANDA-TÉMISCAMINGUE**

#### **Réponses d'Émilise Lessard-Therrien, Québec Solidaire**

1. Québec solidaire (QS) est à l'écoute du milieu culturel pour proposer des mesures visant à répondre aux besoins réels de l'Abitibi-Témiscamingue. Il faut éviter les programmes mal adaptés qui ne servent pas la région, et ne pas attendre que les besoins deviennent criants pour y répondre. Pour ce faire, QS veut régionaliser les instances décisionnelles gouvernementales et créer un dialogue avec les acteurs locaux et régionaux afin de redonner à la région ses leviers de développement<
2. À QS, nous savons que la plupart des artistes au Québec vivent dans des conditions économiques injustes et indignes de leur talent, de leur formation et de leur contribution à la société. Nous avons l'intention de remédier à cette situation. Si les artistes nous tissent de la qualité de vie sur le territoire, il faut que l'État leur tricote un filet de sécurité pour qu'ils continuent de créer. Pour améliorer les conditions de vie et de travail des artistes et leur assurer un niveau de vie décent, QS s'engage à développer un modèle de sécurité de revenus pour les artistes et les travailleuses et travailleurs autonomes de ce milieu. Dans le même esprit, nous augmenterons le financement du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC). Nous obligerons les bailleurs de fonds à consacrer une proportion des bourses et subventions de création aux artistes de la relève et reconnaitrons le statut d'autoproducteur à la SODEC.
3. Pour nous, la médiation culturelle consistera à rendre accessible la culture aux publics les plus larges, valoriser la diversité des expressions et des formes de création, encourager la participation citoyenne et également favoriser la construction de liens au quotidien avec plusieurs groupes de la population. Cela passera notamment par un accroissement des budgets des centres culturels régionaux et municipaux, des bibliothèques, et des organismes qui jouent le rôle de pôles artistiques en région, ainsi que par une réglementation du prix des livres neufs pour protéger les librairies indépendantes. QS s'engage également à faire une véritable promotion de notre culture. Nous souhaitons notamment assurer l'accès à quatre sorties culturelles gratuites par année pour les élèves du primaire et du secondaire, offrir un passeport culturel aux nouveaux arrivants et faire de Télé-Québec un diffuseur d'envergure.
4. Les arts et la culture, avec la langue, définissent l'identité profonde de notre société. Ils la différencient, structurent notre façon de nous concevoir et de nous projeter dans l'avenir. Ils sont tout ce qui rend notre société vivante et singulière. Disons-le franchement, c'est grâce aux artistes et artisans qu'on alimente nos rêves, notre créativité, notre conscience collective, mais aussi, la solidarité, la dénonciation, l'empathie. La culture éduque,

dénonce et nous console aussi. Tout comme l'agriculture nourrit notre corps, la culture nourrit notre âme. Et c'est cela qui fait de nous une société si unique. La vitalité culturelle, par son apport considérable à la qualité de vie, est également un facteur majeur dans l'attraction et dans l'établissement durable des personnes sur un territoire.

### **Réponses de Jean-François Vachon, Parti Québécois**

1. Le Parti Québécois souhaite mettre sur pied le ministère du Développement régional qui sera un ministère généraliste dont la mission sera de s'assurer que les besoins des régions sont tenus en compte par les différents ministères dont celui de la Culture. Nous souhaitons aussi que les programmes mis sur pied soient adaptés à l'Abitibi-Témiscamingue et non de demander à l'Abitibi-Témiscamingue de s'adapter aux programmes. Ainsi, on souhaite une analyse différenciée des programmes, notamment dans le secteur de la culture, pour refléter nos réalités régionales. En ayant des décideurs en région, conscient de la réalité du territoire, cela permettra de prendre les meilleures décisions pour nous. Rappelons que nous reconnaissons que le déficit d'infrastructures en région est de 5 milliards de dollars. C'est pourquoi nous nous engageons à investir 1,1 milliards de dollars en région chaque année pendant 10 ans. Cela permettra d'investir dans nos infrastructures culturelles. Les décisions seront prises par notre région. C'est nous qui serons à même de décider quels sont nos projets prioritaires. Tous ces outils nous permettront d'avoir enfin les moyens de nos ambitions.
2. Nous souhaitons soutenir considérablement les projets artistiques et les créateurs francophones et québécois. Pour aider nos artistes, nous devons nous assurer que leurs œuvres soient vues et découvertes. C'est en créant une relève qu'on assure une pérennité. C'est pourquoi nous allons créer un passeport culturel de 100 \$ par année pour les élèves du secondaire, ceux du Cégep et les nouveaux arrivants afin de les inciter à assister à des prestations artistiques québécoises (théâtre, expositions, festivals, etc.). Il faut aussi la création d'un véritable statut d'emploi pour nos travailleurs culturels, inspiré du programme de l'intermittence du spectacle en France pour que chaque travailleur du milieu culturel ait un statut reconnu, qui ne soit plus celui de travailleur autonome. De cette manière, les artistes auraient accès à un système d'assurance-emploi; ils seraient ainsi reconnus comme de véritables travailleurs, ce qui leur donnerait finalement une stabilité de revenu, et on les protégerait durant leurs périodes moins occupées ou en cas d'imprévu. Il est aussi temps de doubler les budgets de Télé-Québec afin de permettre le rayonnement de la culture québécoise. Cela lui permettra de produire davantage de contenu culturel, mais également des documentaires, des documentaires historiques sur le Québec, des nouvelles, des émissions de débats ou des émissions jeunesse. Il faut aussi la création d'un CRTC québécois afin d'assurer le financement et la représentation de notre contenu culturel en ligne. En rapatriant ses pouvoirs le plus rapidement, nous serons en mesure de garantir la disponibilité de nos œuvres québécoises en ligne.
3. Au Québec, beaucoup d'artistes et de travailleurs de l'ombre souffrent de précarité et nombreux sont ceux qui doivent quitter le secteur de la culture pour joindre les deux bouts. Il faut aussi la création d'un véritable statut d'emploi pour nos travailleurs culturels, inspiré du programme de l'intermittence du spectacle en France pour que chaque travailleur du

milieu culturel ait un statut reconnu, qui ne soit plus celui de travailleur autonome. De cette manière, les artistes auraient accès à un système d'assurance-emploi; ils seraient ainsi reconnus comme de véritables travailleurs, ce qui leur donnerait finalement une stabilité de revenu, et on les protégerait durant leurs périodes moins occupées ou en cas d'imprévu. De plus, nos médias d'informations ont éprouvé des difficultés. Certains secteurs de la région sont dans un désert médiatique, d'autres survivent grâce au dynamisme local. Il est nécessaire d'avoir une réflexion sur ce sujet en région pour s'assurer que nos exploits, tant culturels que dans toutes les autres sphères, soient partagés.

4. Les arts et la culture font intimement partie de notre ADN. Les retombées économiques sont importantes et nos différents festivals sont une carte de visite importante. Je me plais souvent à dire que la région est dans son adolescence dans le monde de la culture. Les projets culturels apparaissent à gauche et à droite. On tâtonne, on essaie des choses, on continue ce qu'on aime déjà année après année, de nouveaux événements apparaissent pour répondre à de nouveaux besoins. Les livres que nous écrivons, les poèmes que nous livrons, les toiles que nous peignons, bref, notre créativité est d'une importance particulière en région. Il faut la valoriser et l'appuyer. Même si l'Abitibi-Témiscamingue est reconnue pour le plein air, la chasse et la pêche, cette facette ne convient pas à tous les citoyens. La vie culturelle tout comme la vie sportive sont des facteurs attractifs et de rétention pour certaines personnes. Il faut continuer de développer notre culture en région pour tisser nos liens sociaux et créer du divertissement qui va continuer d'initier petits et grands à notre culture témiscabitiébienne.

### **Réponses d'Arnaud Warolin, Parti Libéral**

1. Avec la Charte des régions, un gouvernement libéral va remettre l'intérêt des régions au centre des préoccupations et des décisions. Nous voulons moins de mur-à-mur, plus de sur-mesure, et des moyens financiers pour y arriver. Ainsi, la Charte des régions : · C'est de développer un « réflexe régions » au sein de l'appareil gouvernemental québécois pour s'assurer que toutes les décisions soient mieux adaptées aux besoins locaux. · C'est doter chaque région de son propre secrétariat dirigé par un sous-ministre établi dans la région, tout en augmentant l'imputabilité des ministres régionaux.
2. Un gouvernement libéral mettra sur pied un nouveau fonds dédié à la culture et aux médias, qui soutiendra la création québécoise. » Il reste encore beaucoup de travail à faire pour soutenir nos artisans de toutes les sphères du milieu culturel, mais certaines solutions sont déjà connues. La révision des lois sur le statut de l'artiste était attendue et essentielle. Nous nous assurerons que cette modernisation des lois sur le statut de l'artiste se déroule adéquatement sur le terrain. Un gouvernement libéral mettra sur pied un nouveau fonds dédié à la culture et aux médias, qui soutiendra la création québécoise. Ce fonds sera financé par l'imposition d'une taxe temporaire de 3 % sur le chiffre d'affaires des géants du numérique dont le chiffre d'affaires mondial dépasse 1 G\$ et qui ne déclarent pas leurs revenus au Québec, et ce jusqu'à l'adoption de mesures fiscales cohérentes et globales par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Nous permettrons ainsi une contribution équitable des géants du web à l'écosystème culturel

québécois. Il est plus que temps de demander aux géants du web de faire leur part pour contribuer à notre culture, à l'instar de la France et de l'Australie.

3. La culture est essentielle à l'affirmation de notre spécificité québécoise. Or, la pandémie de COVID-19 a durement frappé le milieu culturel et ses artisans, notamment ceux des arts vivants. Au cœur de la pandémie, des milliers d'emplois du secteur culturel ont disparu au Québec seulement, et de nombreux artistes ont décidé de réorienter leur carrière et n'y reviendront plus. Le moral des troupes est ébranlé, et le secteur des arts vivants a besoin d'un soutien accru. Plus que d'une aide financière, il a surtout besoin de considération et d'écoute, avec comme objectif que la culture reprenne la place qu'elle a toujours occupée dans nos vies et qu'elle fasse rayonner partout sur la planète la créativité et l'inventivité québécoises. Ainsi, le gouvernement libéral tiendra des états généraux sur les arts vivants qui porteront notamment sur le théâtre, la musique, la danse, le théâtre pour enfants, les grandes écoles (École supérieure de danse, Conservatoires, etc.). En présence de représentants issus du milieu, nous organiserons des rencontres publiques pour dresser un portrait clair des besoins et des perspectives d'avenir. En fait, pour faire ce qui aurait dû être fait par le gouvernement : écouter le milieu culturel pour envisager son avenir, avec comme objectif principal de brosser un tableau de la situation en cette période post-pandémique et d'établir un plan spécifique de soutien aux arts vivants. Il s'agira notamment de se pencher le bilan de l'aide financière apportée durant la pandémie, les perspectives futures, la détresse psychologique des artistes, la place grandissante du numérique, la relève et la diffusion culturelle dans les régions. Protéger et faire briller notre culture, ça passe aussi par la valorisation de notre patrimoine. Or, le nombre de bâtiments patrimoniaux détruits ou menacés n'a cessé d'augmenter ces dernières années à cause du manque de leadership du gouvernement caquiste. Les démolitions par abandon se multiplient et rien n'a été mis en place afin de freiner cette tendance. Les bâtiments témoins de notre histoire s'effacent peu à peu ou sont vendus, une situation qui consterne de nombreux citoyens. Il y a urgence d'agir de manière efficace afin de faire reconnaître, par leurs propriétaires et les municipalités, la valeur économique des bâtiments patrimoniaux. Il faut rendre la préservation plus rentable que la démolition. Un bâtiment à valeur patrimoniale en bon état exerce un impact positif sur le prix de vente des propriétés à proximité, dont la valeur ne peut qu'augmenter. Un patrimoine bien entretenu peut également stimuler le tourisme et le sentiment de fierté local. Bref: la protection de bâtiments patrimoniaux est payante pour les municipalités sur le plan des revenus fonciers, pour l'économie locale sur le plan touristique et même bénéfique pour l'environnement. C'est pourquoi nous offrirons un congé de taxes foncières de 10 ans, sous forme de compensation aux municipalités, pour tout propriétaire ou acquéreur d'un bâtiment patrimonial inutilisé qui le restaure pour l'habiter ou le louer à des fins résidentielles ou commerciales. Ce sont les bâtiments à valeur patrimoniale inutilisés qui sont le plus à risque de démolition, car leur état se dégrade rapidement lorsque des travaux de rénovation sont rendus nécessaires.
4. Penser différemment peut aider les régions à résoudre leurs problèmes de manière innovante, devenir plus attractives, offrir une meilleure qualité de vie à leurs résidents pour ce faire la mise en valeur des ressources culturelles et naturelles de nos territoires peut

être un moteur de développement durable contribuer à notre attractivité et à notre qualité de vie. Nous devons donc contribuer à promouvoir cette vision de l'apport indéniable de l'art et de la culture comme vecteur de développement.

### Réponses de Daniel Bernard

1. La collaboration avec les acteurs du milieu est essentielle pour bien représenter l'Abitibi-Témiscamingue à l'Assemblée nationale. Il faut garder les canaux de communication ouverts et consulter régulièrement nos organismes.
2. Jamais un gouvernement n'aura autant investi en culture : en 2022, on y consacre un total de 1,7 G\$. C'est 500 millions\$ de plus qu'en 2018. C'est un rattrapage majeur. Au cours du dernier mandat, les budgets annuels du CALQ sont passés de 124 M\$ en 2018-2019 à une somme de 188 M\$ en 2022-2023 et ceux de la SODEC, de 73 M\$ à 178 M\$ pour la même période, il s'agit d'augmentations respectives de 52% et de 143%. Le programme de bourses aux artistes du CALQ verra son enveloppe annuelle passer de 12 à 22 M\$ pour les trois prochaines années. Ces 30 M\$ supplémentaires permettront notamment de soutenir un plus grand nombre de projets d'artistes de la relève, de récipiendaires de premières bourses et de finissants des écoles supérieures d'art. Une cible annuelle d'au moins 20 % pour la relève a été fixée. Ces augmentations permettront également de répondre davantage aux besoins des artistes-entrepreneurs. La CAQ a aussi annoncé un plan de 225,8 M\$ supplémentaires pour consolider, faire briller et propulser le milieu culturel pour les trois prochaines années. L'ensemble de ces sommes permettront de soutenir le travail de création des artistes, que ce soit pour le processus créatif, la production de ces créations ou leur diffusion.
3. Les importantes sommes supplémentaires investies par la CAQ au cours des quatre dernières années ainsi que celles annoncées dans le cadre pour consolider, faire briller et propulser le milieu culturel pour les trois prochaines permettront un meilleur soutien à la mission pour de nombreux organismes. Au cours de son premier mandat, la CAQ a également bonifié de 2M\$ par année l'aide à 27 organismes de regroupement, notamment les 15 conseils régionaux de la culture dont la médiation artistique et culturelle. Une aide financière a été accordée à Compétence Culture pour le projet Culture en action, un chantier sur les problèmes de main d'œuvre en culture dans le but de trouver des solutions concrètes.
4. Selon l'Institut de la statistique du Québec, les arts et la culture représentent une contribution de 17 M\$ dans l'économie de la région, ce qui se traduit en centaines d'emplois directs et indirects. ([https://statistique.quebec.ca/fr/document/produit-interieur-brut-prix-base-industrie-regions-administratives-regions-metropolitaines-recensement-quebec/tableau/produit-interieur-brut-aux-prix-de-base-par-industrie-regions-administratives-du-quebec#tri\\_type\\_regn=144&tri\\_regn=50040013000000000](https://statistique.quebec.ca/fr/document/produit-interieur-brut-prix-base-industrie-regions-administratives-regions-metropolitaines-recensement-quebec/tableau/produit-interieur-brut-aux-prix-de-base-par-industrie-regions-administratives-du-quebec#tri_type_regn=144&tri_regn=50040013000000000)) Les arts et la culture contribuent aussi directement à la qualité de vie des citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue, que ce soit à travers les musées, les arts de la scène, les bibliothèques

publiques, la mise en valeur du patrimoine bâti, les métiers d'arts, les arts numériques et bien d'autres.

## ABITIBI-OUEST

### Réponses d'Alexis Lapierre, Québec Solidaire

1. Québec solidaire est là pour écouter les artistes et proposer des mesures pour bonifier et répondre aux besoins réels de l'Abitibi-Témiscamingue. À l'aide d'une régionalisation de la gouvernance, du financement et en dotant la région d'un pouvoir réel, Québec solidaire veut créer un dialogue avec les créateurs locaux et régionaux. C'est le rôle de l'État de permettre à la majorité des Québécois et Québécoises d'avoir accès aux créations et aux productions de nos artistes sur l'ensemble du territoire. Pour cela, Québec solidaire s'engage à donner à l'Abitibi-Témiscamingue les leviers nécessaires pour faire une véritable promotion de notre culture.
2. Si les artistes nous tissent de la qualité de vie sur le territoire, il faut que l'État leur tricote un filet de sécurité pour qu'ils continuent de créer. QS veut développer un programme de soutien du revenu pour les artistes qui vivent trop souvent dans la précarité; augmenter le financement à la création du CALQ et de la SODEQ et adopter un prix réglementé sur les livres neufs. À Québec solidaire, nous savons que la plupart des artistes au Québec vivent dans des conditions économiques injustes et indignes de leur talent, de leur formation et de leur contribution à la société. Nous avons l'intention de remédier à cette situation. En nous inspirant des travaux de Martine D'Amours et Marie-Hélène Deshaies de la Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval qui ont analysé des modèles internationaux sur le sujet, nous avons développé le filet de sécurité de revenus suivant. Ce filet couvrira huit risques: 1) Risque de sous-emploi (Assurance-emploi); 2) Risque de maladie (RAMQ); 3) Risque d'accident de travail (CNESST); 4) Risque de fluctuation (ARC et Impôt-Québec); 5) Risque d'entreprise; 6) Risque de désuétude des connaissances (CQRHC); 7) Parentalité (RQAP); 8) Vieillesse (RRQ et choix d'un Régime de Fonds de pension) Cette mesure fait partie de notre engagement d'améliorer les conditions de vie et de travail des artistes et des travailleuses et des travailleurs du milieu culturel.
3. Dans ses pratiques, Québec solidaire fait couramment appel aux travailleurs et travailleuses du milieu culturel pour des processus de médiation entre la sphère politique et la société civile. Il est important pour nous d'encourager ces pratiques. On le sait, l'art est l'un des meilleurs véhicules pour la politique. Il crée des lieux de discussions et d'échanges. La médiation artistique et culturelle doit faire partie des moyens pour maintenir notre démocratie en santé et assurer un dialogue dans notre société. L'un des moyens pour consolider les équipes de travail des organisations serait selon nous de revoir les pratiques de financement des organisations culturelles. Le financement au projet, plutôt qu'à la mission, est une pratique courante dans le milieu artistique. Ce mode de financement demande bien souvent des redditions de compte importantes. Il crée également une incertitude financière pour les organisations et favorise la précarité des emplois du milieu culturel. À notre avis, favoriser davantage le financement à la mission pour les organisations culturelles permettrait une stabilité de revenu. Un tel mode de

financement permettrait également aux organisations de consolider leurs équipes et de se concentrer sur leur travail plutôt que sur la reddition de compte.

4. La vitalité socio-économique de l'Abitibi-Témiscamingue au cours des prochaines années passera nécessairement par notre capacité à assurer une vitalité des arts et de la culture dans la région. Devant la pénurie de main-d'œuvre actuelle, il est important de tirer ce constat: En 2022, nombreux et nombreuses sont les travailleurs et les travailleuses à choisir un lieu de résidence en fonction de la qualité de vie du milieu et ce, devant bien d'autres considérations. Les arts et la culture, au même titre que les services et la culture, assurent une qualité de vie sur notre territoire. Ainsi, assurer un milieu culturel vivant fera partie des facteurs qui nous permettront d'être un milieu de vie attirant pour les jeunes, les familles les nouveaux travailleurs, les personnes immigrantes et la population de l'Abitibi-Témiscamingue en général. C'est ce qui nous permettra de nous démarquer et de tirer notre épingle du jeu face à ladite pénurie de main-d'œuvre. Au-delà du développement socio-économique, la culture est la pierre d'assise de l'identité d'une communauté. La culture Témiscabitiennne est encore toute jeune et c'est par elle que nous apprendrons à nous connaître, nous définir et nous développer.

### **Réponses de Samuel Doré, Parti Québécois**

1. Pour influencer les décideurs, la région doit se concerter et faire valoir ses priorités. Le député a un rôle important à jouer, car il jouit d'un accès à l'Assemblée nationale. Il doit être en contact constant avec les représentants du monde culturel. Il peut alors faire des représentations auprès de la ministre. Il peut aussi obtenir de l'information précieuse qu'il achemine aux intervenants qui travaillent sur le terrain. Assurément, la fusion des directions régionales du ministère est une grave erreur. Cela handicape notre capacité à influencer les orientations.
2. Cette question n'est pas nouvelle. Quand j'ai été embauché par le député François Gendron, en 2013, les artistes de la région que j'avais eu la chance de rencontrer revendiquaient déjà moins d'investissements dans les infrastructures et plus d'investissements pour la création. Je partage cette conception des choses. Il faut reconnaître nos artistes comme des professionnels et offrir des conditions de travail (financières et matérielles) à la hauteur du talent de nos artistes. Le Parti Québécois souhaite stimuler le secteur culturel afin que les œuvres d'ici prennent plus de place dans l'espace public. Concrètement, il faut notamment éduquer les nouveaux publics en offrant de nombreuses occasions à la jeunesse d'entrer en contact avec divers types de performances artistiques. Nous voulons aussi célébrer notre patrimoine matériel et immatériel. Enfin, nous avons l'ambition de mettre en place des organes de diffusion et de promotion afin que notre culture puisse rayonner partout dans le monde.
3. Je doute que le député puisse être le leader d'une telle démarche, mais il doit impérativement être un partenaire. Il joue un rôle de facilitateur. Si le but est de créer des rapprochements entre la population et les créateurs, il faut l'intervention de tous les acteurs

du milieu. Les municipalités ont un rôle important à jouer dans cette mobilisation. Plus largement, je crois qu'il faut tendre vers plus de financement à la mission et moins de financement par projet. Plusieurs artistes sont doués pour faire des demandes de subvention, mais on souhaite qu'ils passent le moins de temps possible à remplir de la paperasse.

4. Les arts et la culture permettent en partie de relever le plus grand défi de notre région : l'attractivité. Si la notoriété de notre région a grandi, c'est en grande partie grâce aux artistes et aux événements culturels. Non seulement on parle davantage de l'Abitibi-Témiscamingue, mais on véhicule de plus en plus une image positive de notre région. Cette dernière se trouve en périphérie; les arts sont donc vitaux pour élargir nos horizons et pour nous faire voyager dans des univers inconnus. J'ajoute que c'est un secteur économique en pleine croissance un peu partout en Occident. Les arts et la culture vitalisent nos milieux et participent à cette chaîne complexe d'échange de produits et services. Enfin, et c'est sûrement le plus important, la production artistique permet d'affirmer notre identité. Les œuvres définissent notre destin collectif et tracent les contours de notre aventure dans cette contrée nordique. Elles disent tout simplement qui nous sommes vraiment.

#### **Réponses de Guy Bourgeois, Parti Libéral**

1. Mettre en application la charte des régions dès notre nomination. Elle engendre une consultation directe avant toute prise de décisions. De ce fait, nous serons à même de saisir avec justesse les enjeux et les réalités de la région. C'est la fin du mur à mur et c'est le début du sur mesure. Ici, nous vous citons notre charte des régions afin que vous puissiez prendre l'essence de nos mesures pleinement. Ici : <https://www.chartedesregions.quebec/>
2. Nous souhaitons mettre en place une table de concertation en demandant aux acteurs de la région les lignes directrices. Le tout afin de convenir adéquatement aux besoins de la région en terme d'Art et de Culture, mais surtout, en tenant compte du modèle suggéré par ceux ayant pris part aux consultations. Le but ultime étant que le tout monde puisse atteindre son plein potentiel - Plus largement, que la culture de notre région rayonne bien au-delà de ses frontières.
3. Nous souhaitons la mise en place d'un forum annuel afin de convenir des besoins concrets et actuels du milieu. Nous sommes pour que cette forme de décisions démocratiques se fasse de façon large et nous croyons que les modalités doivent venir du peuple et ainsi par la suite, le gouvernement sera apte à accompagner les acteurs concernés.
4. Il s'agit de l'objet de fierté, de compétence, d'épanouissement personnel et collectif et d'autant plus que cela fait connaître une signature particulière à la région en plus de favoriser un développement économique d'un ampleur considérable. Par ailleurs, le

domaine fait état d'une croissance fulgurante actuellement au sein des différentes communautés ce qui nous rend très fiers de notre région. En ce sens, il faut valoriser ces types de pratiques et de ce fait stimuler l'économie culturelle en Abitibi-Témiscamingue.

### **Réponses de Suzanne Blais**

Idem à Daniel Bernard

## **ABITIBI-EST**

### **Réponses de Benjamin Gingras, Québec Solidaire**

1. Un élément important du projet de Québec solidaire en Abitibi-Témiscamingue et les autres régions du Québec consiste à développer un nouveau modèle de gouvernance régionale mettant à profit les décideurs locaux et la société civile, dont les acteurs du milieu culturel. Nous considérons que l'abolition des Conférences régionales des élus par le passé a privé l'Abitibi-Témiscamingue d'un lieu d'échange où les intérêts de la région pouvaient être entendus et la voix de la région pouvait être amplifiée auprès du gouvernement. En partenariat avec les différents acteurs locaux, Québec solidaire entend créer un nouveau modèle d'instance de concertation adaptée aux réalités du 21<sup>e</sup> siècle et les défis particuliers qui nous attendent, en particulier les changements climatiques. Ces nouveaux Conseils régionaux de transition rallieront les acteurs locaux et seront un lieu incontournable de gouvernance régionale, et serviront comme levier de développement économique local et comme porte-voix des besoins et intérêts de l'Abitibi-Témiscamingue auprès du gouvernement du Québec.
2. Plusieurs avenues sont considérées par Québec solidaire pour soutenir le travail des artistes dans une région comme l'Abitibi-Témiscamingue. D'abord, nous voulons augmenter le nombre de visites culturelles obligatoires de 2 à 4 par année, et ce, du primaire au secondaire. Nous voulons ainsi stimuler la demande pour les activités culturelles et contribuer à faire en sorte que les citoyens en devenir possèdent un bagage et une sensibilité pour le milieu culturel qui leur servira tout au long de leur vie. On veut aussi augmenter les budgets des centres culturels régionaux et municipaux, des bibliothèques, ainsi que des organismes qui servent de pôles artistiques en région. On veut également rattraper le financement du Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) en plus d'obliger les bailleurs de fonds à consacrer une partie des bourses et subventions pour les artistes de la relève. On veut aussi créer un filet de sécurité sociale pour les artistes en développant un programme de soutien du revenu pour les artistes, notamment en facilitant l'accès aux prestations d'assurance-emploi et aux fonds de pension.
3. Nos propositions d'augmenter de bonifier les subventions à travers le CALQ et la SODEC en plus d'offrir un soutien accru aux pôles régionaux et les établissements culturels vise notamment à donner plus de flexibilité et de capacité d'agir aux acteurs du milieu culturel.

On veut également rapprocher les acteurs du milieu culturel et la population, notamment en région, en mettant en place des fonds particuliers pour les régions.

4. Les impacts concrets du milieu artistique et culturel sont majeurs et multiples! L'Abitibi-Témiscamingue, dont la région de Val-d'Or, est connue pour ses nombreuses activités culturelles et festivals qui ont un rayonnement à travers le Québec. Cela contribue considérablement à l'industrie touristique, en plus de permettre aux jeunes artistes de la région de pouvoir demeurer en région. On considère aussi que les artistes doivent avoir leur mot à dire dans la concertation régionale, notamment à travers les nouvelles instances que nous souhaitons mettre en place.

### **Réponses de Jacline Rouleau, Parti Québécois**

1. Développer, Promouvoir et soutenir la culture et les arts dans des programmes éducatifs du primaire au secondaire, en favorisant le contact avec les artistes, les artisans, les porteurs de traditions, les sorties culturelles et les activités artistiques à l'école
2. Le Parti Québécois veut augmenter de façon importante le budget du ministre de la Culture et des communications. Intervenir contre les impacts de l'offre illégale, des politiques de prix inéquitables ou encore de la protection difficile du droit d'auteur. Doubler les budgets de télé-Québec
3. Créer un conseil québécois des communications. Mettre en place des projets pilotes dans les écoles primaires pour que les enfants découvrent l'histoire de leur milieu de vie et développent un attachement à leur quartier et à leur région. Pour les élèves du secondaire, créer un nouveau < passeport culturel québécois > de 100\$ par année, afin de les inciter à assister à des prestations artistiques québécoises ( théâtre, expositions, etc ). Depuis la pandémie le développement public devient un enjeu important. La médiation culturelle peut contribuer à briser l'isolement des aînés. Il faut pour cela avoir des travailleurs culturels bien rémunérés avec des emplois stables.
4. On a un problème de main-d'oeuvre, la culture et la vitalité culturelle est un facteur déterminant dans la décision de déménager en région. De plus, les festivals sont des retombées économiques concrètes dans notre milieu, en attirant les touristes et les voyageurs à venir en région. Comme le FRIMAT et le festival de l'humour et tous les autres ont permis de développer de nouveaux talents et assurer une relève artistique.

### **Réponses de Jean-Maurice Matte, Parti Libéral**

1. Pour ma part, les réponses fournies par Arnaud Warolin sont mes réponses également. Merci d'avoir soulevé l'enjeu important de la culture auprès des candidats de l'AT.

### **Réponses de Pierre Dufour**

Idem à Daniel Bernard